

G.S.A. AUDIT

Société de commissariat aux comptes
Membre de la compagnie Régionale de Paris

**10, rue des Ternes
75017 PARIS**

**ASSOCIATION CONSISTORIALE
ISRAELITE DE PARIS**

(Association régie par la loi de 1905)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS
(Association régie par la loi de 1905)

Siège social :

17, rue Saint-Georges
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION CONSISTORIALE ISRAELITE DE PARIS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondements de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué cet audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 de l'annexe des comptes annuels relative à l'application de la directive comptable en matière de continuité d'exploitation. En particulier, cette note expose les conditions et hypothèses permettant l'application de cette directive, compte tenu notamment du passif exigible de l'association.

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Nous portons notamment à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.4.2 de l'annexe relative aux actifs immobiliers expose les critères d'appréciation de la valeur d'inventaire des biens immobiliers détenus par votre association. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable retenue et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

La note 2.5.2 relative aux provisions pour risques et charges précise la position de la société concernant certains litiges et contentieux et sous quelles conditions le principe de prudence est retenu.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 juin 2023

GSA AUDIT

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris
Représenté par Mr Jean-Louis Guez

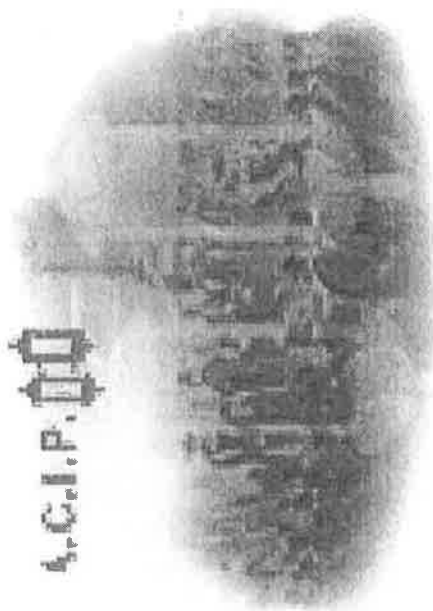
A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'JL Guez', written over a horizontal line.



A.C.I.P

**ETATS FINANCIERS AU
31 DECEMBRE 2022**

A.C.I.P.



Bilan au 31 DECEMBRE 2022

ACTIF		2022			2021		PASSIF	2022	2021
		Brut	Amort/Prov.	Net		Net			
Actif Immobilisé									
Immobilisations Incorporelles									
Immobilisations Corporelles							Fonds Associatifs		
	Terrains	47 049	46 786	263	2 867		Valeur du Patrimoine intégré	109 591 500	109 591 500
	Constructions et agencements	33 123 594		33 123 594	33 123 594		Réserves de réévaluation	8 695 765	8 695 765
	Autres immobilisations corporelles	84 985 039	22 397 488	62 587 551	63 864 643		Réserves issues de legs et donations	8 759 507	8 592 692
	Immobilisations autres (SPCJ)	12 578 520	7 509 192	5 069 328	5 021 536		Subventions d'investissement affectées	5 687 175	5 687 175
	Immobilisations en cours	0		0	0		Autres réserves	-41 171 379	-39 989 014
		1 038 224		1 038 224	885 800		Report à nouveau		
Immobilisations Financières							Résultat de l'exercice	-1 989 140	-1 182 365
	Titres immobilisés	4 590 000		4 590 000	4 590 000		TOTAL (I)	89 573 428	91 395 753
	Autres créances et prêts	805 827		805 827	830 367		Provisions pour risques & charges	2 803 456	3 313 192
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)		137 168 253	29 953 466	107 214 787	108 318 807		TOTAL (II)	2 803 456	3 313 192
Actif Circulant							Fonds dédiés	3 670 399	3 670 399
	Créances clients et comptes rattachés	2 936 952	951 300	1 985 652	1 979 279		TOTAL (III)	3 670 399	3 670 399
	Autres créances	2 107 618		2 107 618	876 663		Dettes & Produits constatés d'avance		
	Valeurs mobilières de placement	2 747 483		2 747 483	2 747 483		Dépôts et cautionnements	376 966	339 134
	Disponibilités	1 403 645		1 403 645	3 052 839		Emprunts MT	5 926 852	7 107 108
	Caisse	3 899		3 899	17 148		Dettes financières divers	601 880	6 159
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		9 199 597	951 300	8 248 297	8 673 412		Fournisseurs et comptes rattachés	2 648 757	2 192 462
Charges constatées d'avance (III)		134 526		134 526	176 489		Dettes fiscales et sociales/autres dettes	9 895 872	8 996 654
							Produits constatés d'avance	100 000	147 847
TOTAL GENERAL (I+II+III)		146 502 376	30 904 766	115 597 610	117 168 708		TOTAL (IV)	19 550 327	18 789 364
							TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	115 597 610	117 168 708

Association Consistoriale Israelite de Paris

Compte de résultat - 2022

CHARGES	2022	2021	PRODUITS	2022	2021
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de matières et autres approvisionnements			Redevances certification Cacherout	8 023 656	7 600 741
Autres achats et charges externes	8 418 884	908			
Impôts, taxes et versements assimilés	138 062	7 430 877	Fidèles		
Rémunérations du personnel	8 689 495	127 410	Dons	9 193 975	9 411 745
Charges sociales	4 154 035	7 798 605	Cotisations	442 714	495 922
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 655 550	3 754 363	Autres produits des fidèles	2 412 099	2 134 334
Dotations aux provisions sur actif circulant	951 300	2 605 658			
Dotations pour risques et charges		183 643	Services religieux		
Autres charges	2 712 044	654 301	Mariages	1 279 879	1 560 144
		2 921 684	Hevra	546 639	504 917
			Talmud Thora	262 648	112 527
			Autres produits religieux	592 599	594 852
			Sous total produits hors libéralités	22 754 209	22 415 180
			Autres produits	1 128 444	741 911
			Reprises de provisions / QP de subventions	1 394 718	1 016 773
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	27 719 370	25 477 449	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	25 277 371	24 173 864
CHARGES FINANCIERES			PRODUITS FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Autres intérêts et produits assimilés	17 362	7 304
Intérêts et charges assimilées	128 178	137 815	Reprises sur prov. et dépréciations et transferts de charges		
Charges nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL CHARGES FINANCIERES	128 178	137 815	TOTAL PRODUITS FINANCIERES	17 362	7 304
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	149 070	182 398	Sur opérations de gestion (hors legs)	702 691	214 129
Sur opérations en capital	0	0	Legs	10 054	220 000
Dotations aux amortissements et aux provisions			0 Sur opérations en capital	0	0
			Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	149 070	182 398	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	712 745	434 129
RESULTAT (BENEFICE)			DEFICIT	1 989 140	1 182 365
			dont résultat issu de l'exploitation :		
			dont amortissement des immobilisations		
TOTAL GENERAL	27 996 618	25 797 662	TOTAL GENERAL	27 996 618	25 797 662

Annexe aux comptes 2022 de l'ACIP

1. Faits significatifs de l'exercice

Les faits marquants ont été repris dans la lettre du trésorier.

2. Règles et méthodes comptables

2.1 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice 2022 sont établis conformément aux règlements 99.01 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et 99.03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

2.2 Durée et période de l'exercice comptable

Les comptes sont établis en euros, ils couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

2.3 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation

La dégradation de la trésorerie au cours de l'année 2022 cumulée à celle constatée les exercices précédents, a eu pour effet une augmentation significative des dettes fiscales et sociales.

La gouvernance de l'association considère comme appropriée l'application de la directive comptable en matière de continuité d'exploitation au titre de l'arrêté des comptes au 31 décembre en considération des éléments suivants :

La gouvernance de l'association a entrepris un plan de cession d'actifs immobiliers. A ce jour, deux biens ont été identifiés et font l'objet d'une mise sur le marché. Le produit de cession de ces biens devrait s'élever à environ 1,3 million d'euros. Toutefois, le produit de ces cessions ne devrait pas intervenir avant 2024.

L'association a reçu l'engagement d'un fonds d'aide d'urgence (Le Fonds Myriam). Au montant de l'engagement pris, s'ajoute une aide au titre de l'accompagnement dans la mise en place de mesures de restructurations de l'association.

Dans le cadre de ses négociations avec les organismes sociaux et fiscaux, l'association a fait appel à un cabinet indépendant en vue de l'établissement d'un plan de trésorerie pour l'année 2023. Les hypothèses retenues, jugées raisonnables, permettent de considérer que l'association devrait pouvoir faire face à ses échéances au titre de l'année en cours.

2.4 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux

postes du bilan — Actif

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et frais accessoires)

Dépôts de marques, brevets	5 ans
Logiciels	3 ans
Internet	3 ans

Variation des immobilisations incorporelles:

En euros	31/12/2021	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/12/2022
Brevets, marques	0			0
Logiciels	39 237			39 237
Internet	7 812			7 812
Total immobilisations incorporelles	47 049	0	0	47 049

Variation des amortissements :

En euros	Cumul 31/12/2021	Amortissements de l'exercice		Cumul 31/12/2022
		Dotations	Reprises	
Brevets, marques				0
Logiciels	39 237			39 237
Internet	4 945	2 604		7 549
Total immobilisations incorporelles	44 182	2 604		46 786

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Elles sont amorties suivant le mode linéaire sur la durée réelle d'utilisation prévue de chaque élément sauf les biens immobiliers (terrains et constructions) qui suivent un traitement particulier.

a) Les actifs immobiliers

Il convient de rappeler que lors de l'exercice 2006, l'ACIP a décidé de comptabiliser l'ensemble de ses actifs immobiliers et notamment le parc immobilier dont elle dispose. Dans ce cadre, les dispositions relatives aux changements de méthodes comptables avaient été retenues et non celles relatives à l'évaluation des actifs à leur date d'entrée. En outre, il avait été appliqué la méthode par composants, conformément au règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicable depuis le 1er janvier 2005. L'analyse est détaillée au § 2.4.2.

L'adoption de ces nouvelles dispositions avait abouti à une inscription d'un actif immobilier en contrepartie d'un compte de réserve "Valeur du Patrimoine Intégré".

Cette distinction est conforme aux recommandations du PCG relatives aux biens propres de l'Association.

La valeur brute des immobilisations n'a pas fait l'objet d'une réévaluation depuis leur comptabilisation en 2006.

b) Amortissements des biens immobiliers

Conformément au PCG, les terrains ne font pas l'objet d'amortissements. Les amortissements pratiqués ne portent donc que sur les seules constructions.

Afin de tenir compte des règlements CRC n°2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, il a été procédé à une décomposition des Constructions en trois composants :

- Le gros œuvre ;
- La toiture ;
- Les agencements et aménagements.

Sur la base de cette décomposition déterminée en conformité avec des études similaires menées par de nombreuses entités soumises aux mêmes contraintes, les tableaux ci-dessous résument les durées d'amortissement pratiquées :

Biens historiques	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

Autres biens	
	Durée d'amortissement (ans)
Gros œuvre	80
Toiture	45
Agencements	35

c) Autres immobilisations corporelles

Matériel de bureau et informatique	
Ordinateurs, imprimantes	3 ans
Autre matériel informatique	3 ans
Autre matériel de bureau	4 ans
Mobilier	8 ans

Variation des immobilisations

En euros	Valeur brute au 31/12/2021	Augmentation		Diminution	Valeur brute au 31/12/2022
		Augmentation	Diminution		
Immobilisations Incorporelles	47 049	0	0	0	47 049
Terrains	33 123 594				33 123 594
Gros œuvre	45 616 247				45 616 247
Toiture	8 342 597				8 342 597
Agencements et aménagements	9 001 183				9 001 183
Sous total constructions propres	62 960 027	0	0	0	62 960 027
Gros œuvre sur sol d'autrui et Toiture sur sol d'autrui	16 664 172				16 664 172
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	5 185 037	175 803			5 360 840
Sous total constructions sur sol d'autrui	21 849 209	175 803	0	0	22 025 012
Sous total constructions	84 809 236	175 803	0	0	84 985 039
Petit outillage divers	56 493				56 493
Installations et agencements	11 134 840	1 228 761			12 363 601
Matériel de bureau et informatique	139 346	19 080			158 426
Immobilisations corporelles (SPCJ)	0				0
Avances et acomptes (autres)	885 800	152 424			1 038 224
Sous total autres immobilisations corporelles	12 216 479	1 400 265	0	0	13 616 744
Immobilisations Financières	5 420 366		24 539	24 539	5 395 827
Total Immobilisations	135 616 724	1 576 068	24 539	24 539	137 168 253

Variation des amortissements

En euros	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Amortissement				
Gros œuvre	8 782 306	568 878		9 351 184
Toiture	2 961 233	185 348		3 146 581
Agencements et aménagements	4 130 967	259 021		4 389 988
Sous total amortissement des constructions	15 874 506	1 013 247	0	16 887 753
Gros œuvre sur sol d'autrui	2 643 721	180 237		2 823 958
Toiture sur sol d'autrui	906 750	56 672		963 422
Agencements et aménagements sur sol d'autrui	1 519 613	202 742		1 722 355
Sous total amortissement des constructions sur sol d'autrui	5 070 084	439 651	0	5 509 735
Petit outillage divers	40 370	4 797		45 167
Installations et agencements	6 012 429	1 141 734		7 154 163
Matériel de transport	16 000	0		16 000
Matériel de bureau et informatique	95 334	9 104		104 438
Mobilier de bureau	11 668	0		11 668
Autres immobilisations	133 340	44 417		177 757
Sous total amortissements des autres immobilisations corporelles	6 309 141	1 200 052	0	7 509 193
Total immobilisations corporelles	27 253 731	2 652 950	0	29 906 681

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.4.3 Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

En euros	Valeur brute au 31/12/2021	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2022
Titres de Participations (1)	4 590 000			4 590 000
Prêts, Dépôts et cautionnements	830 367		24 540	805 827
Total immobilisations financières	5 420 367		24 540	5 395 827

(1) Ce montant correspond à 51% de détention dans le capital de la SCI CEJ

Variation des provisions

Une provision pour dépréciation aurait été constatée si la valeur à la clôture avait été inférieure à la valeur historique.

2.4.4 Stocks

Néant

2.4.5 Créances et Autres créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En euros	31/12/2022		
	Brut	Provision	Net
Créances Certification cacherout	2 936 952	951 300	1 985 652
Sous-total créances clients et comptes rattachés	2 936 952	951 300	1 985 652
Autres créances	2 107 618		2 107 618
Total "autres créances"	2 107 618	0	2 107 618
Total des Créances	5 044 570	951 300	4 093 270

Ces créances sont à l'échéance à moins d'un an.

Les créances clients concernent essentiellement les redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de la certification Cacherout. Les provisions pour dépréciation des comptes de créances clients portent sur les créances devenues douteuses au cours de l'exercice.

Le poste « autres créances » comprend notamment les éléments suivants :

- Avance en compte courant de 510 000 € consentie à la SCI du Centre du Judaïsme Européen
- Des produits à recevoir pour 587 131 euros relatifs à des subventions (Secours Juif, Espace du Judaïsme), diligences et services religieux rendus en décembre 2022 (Hevra Kadicha, etc.)
- Compte Paypal en attente d'intégration pour 498 814€
- Comptes de débiteurs divers (personnel, organismes sociaux...) pour 149 305 €

2.4.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées d'actions, d'obligations, de SICAV, valorisées selon la méthode du « premier entré, premier sorti », placées auprès de grandes banques et institutions financières (BNP, BRED). Un mandat de gestion a été confié à ces banques. Compte tenu que la valeur liquidative (ou valeur d'inventaire) des titres est supérieure à la valeur comptable, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 2022.

Etat des VMP à la clôture

En euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Brut	Net	Net	
Titres	2 747 483	2 747 483	2 747 483	
Total	2 747 483	2 747 483	2 747 483	

Les plus-values latentes ne sont pas constatées à la clôture.

Une part importante de ces titres est nantie au profit d'organismes bancaires en garantie de découverts bancaires accordés

2.4.7 Disponibilités

Les disponibilités se décomposent comme suit :

En euros	31/12/2022
COMPTES BANCAIRES	1 403 645
CAISSE	3 899
Total	1 407 544

2.4.8 Compte de régularisation actif

Il s'agit des charges constatées d'avance pour un montant de 134 526 euros correspondant principalement de primes d'assurances, des loyers et des contrats d'entretien.

2.5.1 Fonds propres

En euros	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Valeur du patrimoine intégré	109 591 500			109 591 500
Réserve de réévaluation				
Réserves issues de legs et donations	8 695 765			8 695 765
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables de l'organisme	8 592 692	571 576	404 760	8 759 507
Autres réserves	5 687 175			5 687 175
Report à nouveau	-39 989 014	-1 182 365		-41 171 379
Résultat/Déficit de l'exercice	-1 182 365	-1 989 140	-1 182 365	-1 989 140
Total	91 395 753	- 2 599 929	-777 605	89 573 429

Le compte « Réserves issues de legs et donations » s'élève à 8 695 765 €, il est constitué de legs reçus antérieurement au 1er janvier 2006 et constatés jusqu'à cette date en fonds associatifs et non pas en compte de résultat.
Ce montant est inchangé depuis le 31 décembre 2006.

2.5.2 Provisions pour risques et charges

Variation des provisions

En euros	Situation 31/12/2021	Augmentations dotations	Reprises dotations provisions utilisées	Situation 31/12/2022
Risques prudhommaux (3)	197 455		100 000	97 455
Indemnités de fin de carrière (2)	814 205		176 415	637 790
Rentes (2)	954 421		52 320	902 101
Grosses réparations (4)	987 500		181 000	806 500
Engagements HEVRA KADICHA (1)	359 610			359 610
Total	3 313 192		509 735	2 903 457

(1) Il s'agit d'une provision constituée en vue de couvrir les engagements pris par l'association dans le cadre de l'acquisition de concessions suite à des réservations faites par des fidèles antérieurement à 1999. Cette provision, estimée en tenant compte du prix actuel de la concession et des personnes identifiées correspond au risque jugé maximum auquel devrait faire face l'association.

(2) Comptabilisation des engagements de retraite et des rentes à verser au personnel retraité

Toutes les entités de droit français disposent d'un **régime d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC)** conformément à la législation. Ce régime consiste à verser un capital aux salariés terminant leur carrière dans l'organisme, le montant du capital versé dépendant de l'ancienneté, de la convention collective ou de l'accord d'entreprise qui s'applique et des modalités et de l'âge du départ en fin de carrière. Au cours de l'exercice, l'ACIP a procédé au calcul des engagements de départ à la retraite de l'ensemble de son personnel en utilisant un logiciel dédié UpIFC-Expert (Groupe Revue Fiduciaire). Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues :

- Age de départ à la retraite : Départ volontaire lorsque le salarié peut bénéficier de sa retraite à taux plein
- Taux d'actualisation : 0,2%
- Revalorisation salariale : 2,65% pour les employés, 2% pour les cadres
- Table de mortalité : INSEE 2014 – 2016

L'ACIP applique le régime de droit commun faute de convention collective.

L'engagement en matière d'indemnité de fin de carrière ainsi calculé s'établit à 637 K€ à fin décembre 2022.

De plus, l'ACIP a contracté divers engagements avec du personnel retraité compte tenu des rentes qu'elle doit leur verser pendant toute leur durée de vie. Un calcul actuariel a été opéré à la clôture l'exercice afin de déterminer le montant de cet engagement... Les principales hypothèses actuarielles suivantes ont été appliquées :

- Taux d'actualisation : 4,45 %
- Taux d'inflation : 2,1%
- Taux de revalorisation de la rente : 2,1%
- Table de mortalité : TGF – TGH 05

L'engagement actuariel des pensions et retraites ainsi calculé s'établit à 902 K€ à fin décembre 2022.

(3) Concernant les litiges prudhommaux, le montant total des demandes salariales est compris entre 100 000 et 200 000 euros. Sur les appréciations de nos conseils, le montant de la provision est de 97 455 € à la fin de l'année 2022.

(4) Compte tenu d'une part de l'analyse faite par le service des communautés en charge de l'entretien des lieux de culte et d'autre part des travaux effectués durant l'exercice, l'association a estimé nécessaire de revaloriser la provision pour travaux de mise en conformité. La revalorisation porte la provision à 806 500 € avec une reprise estimée à 181 000 €.

2.5.3 Fonds dédiés

Ce poste concerne un legs de 3 670 399 €, la légataire a émis le souhait d'attribuer en toute propriété l'immeuble sis 4 rue Etienne Marcel à Paris ou le produit de sa vente à l'ACIP pour l'Orphelinat Juif de France dont elle a la charge.

2.5.4 Dettes auprès des établissements de crédit

Il s'agit d'emprunts bancaires et de découverts bancaires.

En euros	31/12/2022	moins d'1 an	entre 1 an et 5 ans	plus de 5 ans
<i>Emprunts et cautionnements</i>				
EMPRUNT BNP BERITH CHALOM	52 176	52 176		
EMPRUNT BRED	1 494 754	356 421	1 138 333	
EMPRUNT MONTROUGE				
EMPRUNT VINCENNES HATIKVA	97 965	97 965		
EMPRUNT COURBEVOIE	1 204 768	65 038	275 627	864 103
EMPRUNT ACIP 16	1 581 894	214 501	895 845	471 548
JEWISH AGENCY	275 255	200 255	75 000	
BNP PGE	791 422	224 006	567 416	
BRED PGE	428 615	118 488	310 127	
Sous-total	5 926 849	1 328 850	3 262 348	1 335 651
<i>Comptes courants</i>				
Déouvert en banque	581 896	581 896		
Intérêts courus sur concours bancaire	19 985	19 985		
Sous-total	601 880	601 880	0	0
Total	6 528 729	1 930 730	3 262 348	1 335 651

2.5.5 Dépôts et cautionnements reçus

Les dépôts et cautionnements reçus comprennent notamment 374 456 € de cautions perçues de la part des clients cacherout (Traiteurs, Restaurants...).

2.5.6 Dettes à court terme

En Euros	31/12/2022	31/12/2021
<i>Total fournisseurs et comptes rattachés</i>	2 646 757	2 192 462
<i>Sous-total personnel</i>	593 753	539 247
<i>Sous-total organismes sociaux et dettes fiscales</i>	7 586 436	6 228 712
<i>Autres dettes</i>	1 715 683	2 228 695
<i>Total dettes fiscales et sociales et autres dettes</i>	9 895 872	8 996 543

Ces dettes sont à échéance à moins d'un an.

2.5.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance représentent les droits d'inscription des jeunes enfants au Talmud Thora pour l'année 2022/2023 non encore servis au 31 décembre 2022. Ils s'élèvent à 100 000 €.

2.6 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat - Charges

2.6.1 Les dotations aux amortissements comptabilisées au cours de l'exercice

Elles font suite notamment à la comptabilisation du patrimoine immobilier de l'ACIP à compter de l'exercice 2006 (Cf. § 2.4)

2.6.2 Charges financières

Elles correspondent notamment aux charges d'intérêts sur emprunts pour un montant de 113 118 euros et aux intérêts sur découverts pour 15 060 euros soit un total de 128 178 euros.

2.6.3 Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles d'un montant de 149 070 € correspondent essentiellement à des transactions sur des litiges des communautés.

Ces charges se composent principalement des amendes et pénalités (17 367 €) et autres charges exceptionnelles sur opération de gestion et régularisation de tiers (113 436 €).

2.6.4 Impôt sur les sociétés

Compte tenu de son statut et du caractère non économique de ses activités, l'association n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés.

2.7 Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat — Produits

2.7.1 Redevances certification Cachерout

Ces produits correspondent aux redevances perçues par l'ACIP dans le cadre de l'activité de certification Cachерout.

Ils se décomposent comme suit :

Cachерout		
En euros	2022	2021
Viandes	5 380 060	5 292 611
Vin	161 413	107 123
Commerces et traiteurs	1 503 096	1 189 073
Autres Produits	965 095	1 020 534
Total	8 009 664	7 609 341

2.7.2 Fidèles

Les dons constituent une des ressources significatives et récurrentes de l'ACIP. Compte tenu du fait qu'elle fait appel à la générosité publique, ces produits sont constatés en exploitation et non en exceptionnel. Il convient de noter que, traditionnellement, il existe une forte concentration des versements au terme de l'exercice. Parallèlement, les reçus fiscaux sont remis aux donateurs au titre de l'année écoulée. Le poste « Fidèles » se répartit de la façon suivante :

Fidèles		
En euros	2022	2021
Adhésions	442 714	495 922
Sous-total Adhésions	442 714	495 922
Dons	8 742 900	9 116 472
Sous-total Dons	8 742 900	9 116 472
Places & Veilleuses	2 478 642	2 223 007
Autres manifestations (Quêtes)	1 150 139	877 876
sous-total autres produits des fidèles	3 628 781	3 100 883
Total	12 814 395	12 713 277

Les recettes des « services religieux » se composent des éléments ci-dessous :

Services religieux		
En euros	2022	2021
Mariages	1 279 879	1 560 144
Hevra Kadicha	547 218	505 667
Talmud thora	369 061	182 708
Divorces	200 100	194 909
Conversions	206 449	202 107
Statut Personnel	98 040	134 306
Total autres produits des services religieux	2 700 747	2 779 840

2.7.4 Legs et autres produits

Les « legs et autres produits » correspondent principalement aux ressources suivantes :

- des subventions perçues pour 33 092 euros,
- des produits divers (remboursement d'assurances, appels, remboursements de frais, mise à disposition de locaux...) pour un montant total de 369 778 euros.
- Legs : 0 €

2.7.5 Produits financiers

Les produits financiers concernent essentiellement les revenus perçus sur les placements et actions qui sont détenus par l'ACIP pour un montant de 17 362 €.

2.7.6 Produits exceptionnels

Ils s'élèvent à 712 745 euros.

Ils résultent principalement de régularisations de comptes de tiers relatifs notamment à des dettes sur exercices antérieurs et à des abandons de dettes de nos créanciers (392 000 €).

3. Autres informations

3.1 Evolution de l'effectif salarié

L'effectif moyen de l'ACIP (converti en temps plein) était de 209 salariés (hors vacataires) en 2022 contre 215 en 2021.

3. 2 Ventilation de l'effectif salarié

L'effectif total par catégorie y compris temps partiels au 31 décembre se compose comme suit :

CATEGORIES	EFFECTIF		
	2022	2021	ECART 2022/2021
RABBINS	26	26	0
DELEGUES RABBINIQUES / MINISTRES DU CULTE	37	37	0
SERVICES RELIGIEUX ET ADMINISTRATIFS	177	174	+3
EDUCATIF	71	82	-11
Total	311	319	-8

3.3 Rémunération des dirigeants élus

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction.

3.4 Engagements hors bilan – dettes garanties par des suretés réelles

Engagements et garanties donnés à la BNP

Objet	CRD (1) (en K€)	Garantie	Montant de la garantie (en K€)
BNP Courbevoie	1.205	Hypothèque sur les locaux 50 rue saint Hilaire 94210 La Varenne Saint Hilaire	1.400
prêt en remboursement de l'engagement de caution hypothécaire de l'ACIP octroyé à l'origine à HATIKVA	98	hypothèque sur les locaux sis 19 rue Céline Robert 94300 Vincennes	642
BNP St Didier prêt professionnel	1 582	Hypothèque sur le centre communautaire de La Varenne	
Fortis Berith	52	Privilège du prêteur de deniers subrogation vendeur	840
BNP PGE	791		

découvert	1.600	gage compte instruments financiers	1.300
-----------	-------	------------------------------------	-------

(1) Crédit Restant Dû

Engagements et garanties donnés à la BRED

Objet	CRD (1) (en K€)	Garantie	Montant de la garantie (en K€)
BRED Restructuration	1 495		
BRED PGE	429		
Découvert	1 300	gage compte instruments financiers	1 300

En garantie d'un emprunt de 3 millions d'euros souscrit par la SCI du CENTRE DU JUDAISME EUROPEEN dont l'ACIP est associée, l'association a donné en hypothèque un bien immobilier situé rue de l'Eperon (Centre Edmond Fleg)

Nous nous sommes portés caution d'un prêt consenti à l'association culturelle Centre Hillel d'un montant de 200 000 €.

En tant qu'associé, nous nous sommes portés caution d'un prêt consenti à la SCI Centre du Judaïsme du Val d'Oise (CJV) ; la Maison Communautaire, associé de la SCI CJV, sollicite l'ACIP pour une caution à hauteur de 900 000 €.

4. Situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible

En euros		31/12/2022	31/12/2021
ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE (1)			
Créances clients		1 985 652	1 979 279
Autres créances		2 107 618	879 663
Sous-total		4 093 270	2 855 942
Disponibilités		1 403 645	3 052 839
Caisse		3 899	17 148
Sous-total		1 407 544	3 069 987
Total		5 500 814	5 925 929
PASSIF EXIGIBLE			
Dettes auprès des établissements de crédits (2)		5 926 852	7 113 267
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 646 757	2 192 462
Dettes fiscales et sociales et autres dettes		9 895 872	8 848 807
Total		18 469 481	18 154 536

(1) Ces montants tiennent compte des produits à recevoir et des charges à payer.

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs et soldes de banque.